

MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / A QUARTERLY MAGAZINE OF ANALYSES AND REFLECTIONS OF TOGOLESE DIPLOMACY

DIPLOMAG

N°499/23/06/14/HAAC

Septembre- Novembre / September- November / N°17



CEDEAO-CEEAC POUR LE FUTUR DE LA PAIX

ECOWAS-ECCAS FOR THE FUTURE OF PEACE

September/November 2018 - N°499/23/06/14/HAAC - www.diplomatie.gouv.tg Quarterly of information N°17

A STAR ALLIANCE MEMBER 

GUTEN TAG GERMANY!

Fly to Berlin, Hamburg and many more German destinations.

4
FLIGHTS
WEEKLY

WE GO
THE EXTRA
SMILE.

brusselsairlines.com



**brussels
airlines**

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, *Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine*
By H.E. Prof. Robert Dussey, *Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration*

LA CEDEAO ET LA CEEAC FACE AUX IMPERATIFS D'UN CHANTIER COMMUN : LA PAIX, LA SECURITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT

ECOWAS AND ECCAS FACING THE IMPERATIVES OF A COMMON UNDERTAKING: PEACE, SECURITY AND FIGHT AGAINST TERRORISM AND VIOLENT EXTREMISM

Il semble une antienne qui pourrait lasser puisque depuis septembre 2001, partout ailleurs, les Etats l'évoquent qui, pour prendre des mesures drastiques, parfois au mépris des droits de l'homme, qui pour appeler l'aide de la Communauté internationale pour le juguler de façon appropriée. Il s'apparente également à un monstre à plusieurs têtes au point que les Etats semblent incapables, a priori, d'en finir avec. Dans tous les cas, il y va de la survie de l'Etat.

Le terrorisme, puisqu'il s'agit de ce fléau, continue d'absorber aussi bien l'attention de la communauté internationale, que les moyens dont elle dispose pour le bien-être de ses populations. D'ailleurs, le mal est relativement circonscrit, notamment en Europe et en Amérique, en Afrique plus particulièrement il connaît une recrudescence.

La montée du phénomène sape les efforts de développement des Etats et redéfinit les priorités étatiques. Les ressources et moyens disponibles, déjà limités, qui auraient pu être affectés aux projets de développement, sont désormais affectés aux besoins de sécurité du continent. Et, pendant que les populations sont démunies, parce que les moyens sont détournés à d'autres fins, les terroristes

It seems an antiphon that could have bored since September 2001, everywhere else, the States evoke it which, to take drastic measures, sometimes in disregard of the humans right, which to call the assistance of the international community to curb it appropriately. It is also akin to a multi-headed monster to the point that states seem unable, a priori, to end up with. In any case, the state's survival depends on it.

Terrorism, since it's the scourge, we mention, continues to absorb both the attention of the international community, as well as the means at its disposal for the well-being of its people. Moreover, the harm is relatively circumscribed, especially in Europe and America, in Africa more particularly it knows an outbreak.

The rise of the phenomenon undermines the development efforts of states and redefines state priorities. Available resources and means, already limited, that could have been allocated to development projects, are now assigned to the security needs of the continent. And while people are poor, because the means are diverted to other ends, terrorists find fertile ground for recruitment into these vulnerable populations.

...

••• trouvent un terrain fertile pour le recrutement au sein de ces populations vulnérables.

Les Etats sont donc en face d'un cercle vicieux vis-à-vis duquel ils ne peuvent pas se résoudre à un dépit, car les principes de l'Etat, les valeurs partagées par la communauté des Etats voire l'existence de l'Etat en dépendent. Il va sans dire que les Etats ne peuvent pas se dérober pour laisser une situation de non droit, un « no-man's Land » où des actes abjects et ignobles suppléeront les valeurs de dignité humaine.

La menace est commune et les intérêts étatiques se croisent. Cette évidence, en dépit des efforts déployés par la communauté internationale impose donc une synergie d'actions concertées et une mutualisation des forces et des moyens de lutte contre ce fléau.

La tenue , à Lomé, le 30 juillet 2018, du Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC sur « la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent », grâce à la convergence des points de vue et la détermination des Présidents en exercice des deux organisations sous régionales, Leurs Excellences Messieurs Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République gabonaise, pour la CEEAC et Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, pour la CEDEAO, vise à donner aux deux communautés les moyens de répondre efficacement aux défis que posent le terrorisme et l'extrémisme violent.

L'initiative est à louer car, non seulement, elle s'inscrit dans le prolongement de la stratégie préconisée par les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent mais, face à la complexification et au caractère dynamique du phénomène, ce devait être une approche qui soit en cohérence avec les nouvelles données.

Si malgré l'emploi systématique de la force et le développement des moyens sécuritaires, le terrorisme ne cesse de prendre de l'ampleur, il est évident que l'option militaire seule n'est pas suffisante.

Le mérite de Lomé est double :

D'abord, il repose sur l'importance qui est faite à la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent, comme le stipule le paragraphe 27 de la déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent « ... Nous engageons à mettre en œuvre des politiques publiques et des options complémentaires au recours à la force et à mettre en place des programmes et des actions de valorisation des régions affectées par les activités des groupes terroristes par la création

States are thus faced with a vicious circle against which they cannot bring themselves to resentment, because the principles of the State, the values shared by the community of States, even the existence of the States depend on it. Needless to say that States cannot shirk to leave a situation of no right, a «no-man's Land» where abject and heinous acts will replace the values of human dignity.

The threat is common and state interests intersect. This evidence, despite the efforts of the international community, therefore requires a synergy of concerted actions and a pooling of forces and means to combat this scourge.

The holding of the ECOWAS-ECCAS Joint Summit on «Peace, Security, Stability and the Fight against Terrorism and Violent Extremism» in Lomé on July 30, 2018, thanks to the convergence of views and the determination of the current Presidents of the two subregional organizations, Their Excellencies Messrs. Ali BONGO ONDIMBA, President of the Republic of Gabon, for ECCAS and Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo, for ECOWAS, aims at giving the two communities the means to respond effectively to the challenges raised by terrorism and violent extremism.

The initiative is to be praised for, not only, it is an extension of the strategy advocated by the international instruments to fight against terrorism and violent extremism but, faced with the complexification and the dynamic nature of the phenomenon, should be an approach that is consistent with the new deal.

If, despite the systematic use of force and the development of security, terrorism continues to grow, it is clear that the military option alone is not enough.

The merit of Lomé is twofold:

First, it is based on the importance of preventing terrorism and violent extremism, as stipulated in paragraph 27 of the Lomé Declaration on peace, security, stability and the fight against terrorism and violent extremism «... We commit ourselves to implement public policies and complementary options to the use of force and to implement programs and actions to promote the regions affected by the activities of terrorist groups by creating development and growth poles with employment-generating activities for youth and access to basic socio-educational infrastructures; ... »

Lomé then joins forces in encouraging the government services investigating and combating terrorism and violent extremism

des pôles de développement et de croissance avec les activités génératrices d'emplois en faveur de la jeunesse et l'accès aux infrastructures socio-éducatives de base ;... »

Ensuite, Lomé s'inscrit dans l'action en encourageant les services gouvernementaux d'investigations et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent de la CEDEAO et de la CEEAC à échanger les informations et les renseignements pertinents et en instruisant les ministres en charge de la sécurité des deux espaces sous régionaux à faire parvenir, avant le prochain sommet conjoint, au président de la commission de la CEDEAO et au Secrétaire général de la CEEAC, des propositions sur les mécanismes et procédures idoines permettant le partage sécurisé de renseignements et d'informations entre les Etats.

En choisissant de se mettre ensemble pour faire face à ces fléaux, la CEDEAO et la CEEAC ont compris que la somme de leurs efforts sera une variable qui pourra véritablement faire pencher la balance de leur côté, par rapport à une action individuelle vaine. Il n'existe pas et n'existera de solution miracle pour remporter le combat contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les espaces sous-régionaux concernés. Une victoire sur la menace à la sécurité et à la paix internationales ne sera possible que si la volonté politique des chefs d'Etats et de gouvernement de ces deux communautés ne se limite plus à de simples déclarations.

La Déclaration de Lomé est donc une gageure sérieuse. ✎

in ECOWAS and ECCAS to exchange relevant information and data and acquainting ministers in Security Council of the two subregional spaces with forwarding, before the next joint summit, to the Chair of the ECOWAS Commission and the Secretary General of ECCAS, proposals on appropriate mechanisms and procedures for the secure sharing of information between States. By choosing to work together to confront these scourges, ECOWAS and ECCAS have realized that the sum of their efforts will be a variable that can really tip the balance on their side, compared to a vain individual action.

There is no such thing as a miracle solution to win the fight against terrorism and violent extremism in the concerned subregional spaces. A victory over the threat to international security and peace will only be possible if the political will of the heads of state and government of these two communities is no longer limited to mere declarations.

The Lomé Declaration is then a serious challenge. ✎



Diplomag Numéro 17 – Diplomag
Number 17 – Septembre/Novembre
2018 – September/November 2018

Directeur de la publication / Publicator
Director : Mme Abra TAY – Rédacteur
en chef / Editor in chief : M. Arsenn
AGBESSINO – Directeur de
Reportage / Director of Reporting:
M. Messan KLUTSE – Publicité
et Marketing / Advertising and
Marketing : Mme Mounto AGBA,
M. Messan TOGBEDJI – Relecture
: Valery KPADE / Noufandame
MOUGUILLIAGUE – Rédacteurs /
Editors : Directeurs centraux et chefs
missions diplomatiques - Point focal
DIPLOMAG : M. Sodou ADOM
- Conception graphique / Design
production : Rosaline A. ADELAN -
Nous écrire / Write us: Ministère des
Affaires étrangères, de la coopération
et de l'Intégration africaine, BP :
900 Lomé, Tél. : +228 22 21 36 01,
maeirtgce@yahoo.fr Photo couverture/
Cover pictures : Emmanuel PITA
DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

SOMMAIRE

EDITORIAL

LA CEDEAO ET LA CEEAC FACE AUX IMPERATIFS D'UN CHANTIER COMMUN : LA PAIX, LA SECURITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT P3

ECOWAS AND ECCAS FACING THE IMPERATIVES OF A COMMON UNDERTAKING: PEACE, SECURITY AND FIGHT AGAINST TERRORISM AND VIOLENT EXTREMISM

FOCUS

SOMMET CONJOINT CEDEAO-CEEAC SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA STABILITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT P8

ECOWAS-ECCAS JOINT SUMMIT ON PEACE, SECURITY, STABILITY AND FIGHT AGAINST TERRORISM AND VIOLENT EXTREMISM

SESSIONS MINISTERIELLES ACP ET ACP-UE A LOME P12

ACP AND ACP-EU MINISTERIAL SESSIONS IN LOME

DOSSIERS

LE TOGO CELEBRE LA III^{ÈME} EDITION DE LA SEMAINE DE L'INTEGRATION AFRICAINE P19

TOGO CELEBRATES 3RD EDITION OF AFRICAN INTEGRATION WEEK

ACTUALITÉS

L'AFRIQUE AU CŒUR DES DEBATS DU X^{ÈME} SOMMET DES BRICS A SANDTON P22

AFRICA AT THE HEART OF THE 10TH BRICS SANDTON SUMMIT

31^{ÈME} SOMMET DE L'UNION AFRICAINE A NOUAKCHOTT EN MAURITANIE les 1^{er} et 02 juillet 2018 P25

AFRICAN UNION 31ST SUMMIT IN NOUAKCHOTT, MAURITANIA, JULY 1-2,2018

LE TOGO AUX JOURNEES EUROPEENNES DU DEVELOPPEMENT P28

TOGO ON EUROPEAN DAYS OF DEVELOPMENT

TOGO-ISRAEL: DES RELATIONS DE COOPERATION PRIVILEGIEES PROF ROBERT DUSSEY REÇU À JÉRUSALEM PAR BENYAMIN NETANYAHOU P30

TOGO-ISRAEL: PRIVILEGED COOPERATION RELATIONS PROFESSOR ROBERT DUSSEY RECEIVED IN JERUSALEM BY BENYAMIN NETANYAHOU

PARTICIPATION DU TOGO À LA V^{ÈME} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU DIALOGUE EURO-AFRICAIN SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT P33

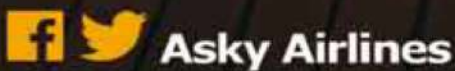
5TH MINISTERIAL CONFERENCE OF THE EURO-AFRICAN DIALOGUE ON MIGRATION AND DEVELOPMENT: ADOPTION OF THE MARRAKECH DECLARATION AND PLAN OF ACTION

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com



The Pan African Airline

FOCUS

SOMMET CONJOINT CEDEAO-CEEAC SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA STABILITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT

ECOWAS-ECCAS JOINT SUMMIT ON PEACE, SECURITY, STABILITY AND FIGHT AGAINST TERRORISM AND VIOLENT EXTREMISM

Par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en communication
By Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor



Emmanuel PITA

Après avoir abrité une série de conférences internationales ces dernières années, Lomé s'illustre de nouveau dans la construction du futur de la paix et de la stabilité de l'Afrique notamment de l'Ouest et du Centre à travers une initiative originale des présidents togolais et gabonais qui a donné lieu au Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC.

After hosting a series of international conferences in recent years, Lomé is again illustrating itself in construction of the future of peace and stability of West and Central Africa through an original initiative of the Togolese and Gabonese presidents: the ECOWAS-ECCAS Joint Summit.



Autour de S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise, et Président en exercice de la CEDEAO, et de son homologue gabonais, S.E.M. Ali BONGO-ONDIMBA, Président en exercice de la CEEAC, s'est réunie le 30 juillet 2018, une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement, des deux espaces communautaires sur un thème majeur : LA PAIX, LA SECURITE, LA STABILITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT.

C'est incontestablement une nouvelle illustration du rayonnement de la diplomatie togolaise, et de Lomé, comme une place incontournable dans la construction du futur de la paix en Afrique et dans le monde. Aux côtés des Chefs d'Etat et de gouvernement, on a noté la présence remarquable de plusieurs personnalités à savoir : Moussa Faki MAHAMAT, Président de la Commission de l'Union Africaine, Mohamed Ibn CHAMBAS et François FALL, respectivement représentants spéciaux de l'ONU en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale.

Face aux défis sécuritaires, les 26 Etats ont fait le choix de l'unité. Ce Sommet conjoint de Lomé avait ainsi pour objectifs, entre autres, de renforcer la coopération en vue de prévenir les conflits, promouvoir la paix et la stabilité dans les deux régions.

Pour le Chef de l'Etat togolais, « la question du terrorisme ne préoccupe pas uniquement la CEDEAO, mais aussi la CEEAC. Nous essayons de faire en sorte que les deux organisations puissent mieux coopérer pour lutter contre ce fléau qui doit être combattu dans un cadre international ».

Aussi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont-ils examiné la situation sécuritaire générale en Afrique de l'Ouest et en Afrique

H.E.Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Togolese Republic, and Chairperson-in-Office of ECOWAS, together with his counterpart in Gabon, H.E Mr. Ali BONGO-ONDIMBA, President-in-Office of ECCAS, met on July 30, 2018, twenty Heads of State and Government, two community spaces on a major theme: PEACE, SECURITY, STABILITY AND FIGHT AGAINST TERRORISM AND VIOLENT EXTREMISM.

This is undoubtedly a new illustration of the influence of Togolese diplomacy, and of Lomé, as an essential place in of the future of peace construction in Africa and in the world. Along with the Heads of State and Government, the presence of Moussa Faki MAHAMAT, President of the African Union Commission, Mohamed Ibn CHAMBAS and François FALL, the UN Special Representatives in West Africa and Central Africa, was noted.

Faced with security challenges, the 26 States chose unity. The objective of the Lomé Joint Summit was to strengthen preventive conflict cooperation, to create conditions for lasting peace and a secure environment in the common space of both regions.

For the Togolese Head of State, «the issue of terrorism is not only a concern for ECOWAS, but also for ECCAS. We are trying to ensure that both organizations can better cooperate to fight this scourge that must be fought in an international context. »

Also, the Heads of State and Government discussed the general security situation in West and Central Africa. They identified the risks created by rising security challenges, including terrorism, arms, human and drug trafficking, money laundering and cybercrime.

Centrale. Ils ont identifié les risques créés par la montée des défis sécuritaires, notamment en ce qui concerne le terrorisme, les trafics d'armes, d'êtres humains et de drogue, le blanchiment d'argent et la cybercriminalité.

« Plusieurs de nos pays sont confrontés au problème du terrorisme. Tout ceci a un impact sur le développement économique de nos deux régions. Ce sont des sujets d'inquiétude pour nous tous. Nous avons discuté de la meilleure manière pour nos deux régions de s'entendre pour lutter contre ce fléau », a déclaré le Chef de l'Etat gabonais.

Afin de mieux faire face aux défis sécuritaires, la nécessité d'une coopération plus renforcée et effective entre les deux Communautés de la CEDEAO et de la CEEAC a été soulignée par les dirigeants des 26 pays. Aujourd'hui, il est indispensable de développer une vision partagée des différentes menaces et une approche commune des solutions à y apporter.

En ligne de mire de cette vision partagée, figure la promotion de la paix et de la stabilité, d'où la nécessité d'une série d'engagements forts, solennellement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit, notamment de la mise en place d'une alliance devant servir à une mutualisation des efforts, au développement des synergies, afin de relever ensemble les défis auxquels font face les deux organisations régionales.

L'Adoption de la Déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les espaces de la CEDEAO et de la CEEAC permettra de mettre en place et renforcer, aux niveaux national et régional, des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide aux crises. Dans le même esprit, le Sommet conjoint de la CEDEAO et CEEAC a lancé un appel pour que l'Union Africaine recherche, avec les Nations Unies, les moyens de lever l'embargo sur les armes imposé au Gouvernement de la République centrafricaine, mais aussi réaffirmé l'attachement au respect par toutes les parties prenantes de l'Accord du 31 décembre 2016, seul cadre pouvant permettre l'organisation d'élections transparentes et apaisées en République Démocratique du Congo.

Ce Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC de Lomé, a été incontestablement l'occasion pour les pays de ces espaces régionaux de prendre des décisions pragmatiques et courageuses, parmi lesquelles, la mise en place de procédures d'entraide et de coopération judiciaire. Un accord de coopération en matière de police criminelle devrait être signé avant la fin de l'année 2018.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé leur détermination à prévenir et à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent à travers notamment l'implication des leaders religieux et communautaires, des femmes, des acteurs du système éducatif et autres groupes concernés de la société

«Many of our countries are facing the problem of terrorism. All this has an impact on the economic development of our two regions. These are issues of concern for all of us. We discussed the best way for our two regions to agree to fight this scourge, » said the head of state of Gabon.

In order to better cope with the security challenges, the need for more enhanced and effective cooperation between the two ECOWAS and ECCAS Communities was emphasized by the leaders of the 26 countries. Today, it is essential to develop a shared vision of the different threats and a common approach to solutions.

In the line of sight of this shared vision, is the promotion of peace and stability, hence the need for a series of strong commitments solemnly made by the Heads of State and Government. This involves, in particular, setting up an alliance to pool efforts and develop synergies, in order to jointly address the challenges facing the two regional organizations.

The adoption of the Lomé Declaration on Peace, Security, Stability and the Fight against Terrorism and Violent Extremism in ECOWAS and ECCAS Areas will enable the establishment and strengthening, at national and regional level, early warning mechanisms and rapid crisis response. In the same vein, the ECOWAS-ECCAS Joint Summit called for the African Union, together with the United Nations, to seek ways to lift the arms embargo imposed on the Government of the Central African Republic, but also reaffirmed the commitment to respect by all stakeholders of the Agreement of December 31, 2016, the only framework that could allow the organization of transparent and peaceful elections in the Democratic Republic of Congo.

This joint ECOWAS-ECCAS Lomé Summit was undoubtedly an opportunity for the countries of these regional spaces to make pragmatic and courageous decisions, among which, the establishment of procedures of mutual assistance and judicial cooperation. A cooperation agreement on criminal police should be signed before the end of 2018.

Heads of State and Government reaffirmed their commitment to preventing and combating terrorism and violent extremism through, inter alia, the involvement of religious and community leaders, women, actors in the education system and other relevant groups of civil society in the development and implementation of de-radicalization, reintegration, reintegration and reconciliation programs.

Also, they commit themselves to implement public policies and programs of valorization of the regions affected by the activities of the terrorist groups, notably by the creation of hubs of growth and





civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de déradicalisation, de réinsertion, de réintégration et de réconciliation.

Aussi, s'engagent-ils à mettre en œuvre des politiques publiques et des programmes de valorisation des régions affectées par les activités des groupes terroristes, notamment par la création de pôles moteurs de croissance et de développement, générateurs de revenus en faveur de la jeunesse.

La **Déclaration de Lomé** qui reste le bréviaire historique de la détermination des 26 Etats de la CEDEAO-CEEAC à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, a mis en place un Comité Ministériel de suivi et donne par la même occasion l'institutionnalisation de ce Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC qui se tiendra en 2020 à N'djaména au Tchad.

Au-delà de cette initiative diplomatique inédite du Président Faure Essozimna GNASSINGBE, le Togo, à travers la Déclaration de Lomé, s'illustre une fois encore à l'avant-garde de la promotion de la coopération au service de la paix et de la stabilité en Afrique.

development, generating income for the youth.

*The **Lomé Declaration**, which remains the historic breviary of the determination of the 26 ECOWAS-ECCAS states to fight against terrorism and violent extremism, set up a Ministerial Monitoring Committee and gives at the same time the institutionalization of ECOWAS-ECCAS Joint Summit to be held in N'djamena, Chad, in 2020.*

Beyond this unprecedented diplomatic initiative of President Faure Essozimna GNASSINGBE, and the Lomé Declaration, Togo has de facto traced the path of the future of peace and stability in West and Central Africa.

DOSSIER



SESSIONS MINISTERIELLES ACP ET ACP-UE A LOME

ACP AND ACP-EU MINISTERIAL SESSIONS IN LOME

Par S.E.M. Kokou Nayo M'BEOU, Ambassadeur auprès du BENELUX et de l'Union européenne
By H.E. Mr. Kokou Nayo M'BEOU, Ambassador to BENELUX and the European Union

Lomé, la capitale du Togo a accueilli, du 26 au 30 mai 2018, la 107^e session ordinaire du Conseil des Ministres ACP, puis les 31 mai et 1^{er} juin 2018 la 43^e session ministérielle conjointe ACP-UE.

Avant de s'appesantir sur les travaux et les conclusions de ces deux sessions, il est important de rappeler le contexte des relations ACP-UE. En effet, dès la création du Groupe d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, communément connu sous le sigle ACP, le 6 juin 1975 à Georgetown, capitale de l'Etat de Guyane, les pays de ces trois continents, qui venaient de se libérer du joug

Lomé, the capital city of Togo hosted, from May 26 to 30, 2018, the 107th Ordinary Session of the ACP Council of Ministers, then May 31st and June 1st, 2018 the 43rd Joint ACP-EU Ministerial Session.

Before dwelling on the work and conclusions of these two sessions, it is important to recall the context of ACP-EU relations. Indeed, since the creation of the Africa, Caribbean and Pacific Group, commonly known as the ACP, on June 6, 1975, in Georgetown, the capital of the state of Guyana, the countries of these three continents, which just freed themselves from the colonial yoke, have decided to contribute, on a

colonial, ont décidé de contribuer, de façon continue et par la concertation, au renforcement du processus de solidarité entre pays en voie de développement.

L'Accord de Georgetown a, dès lors, et au lendemain de la signature de la première convention ACP-CEE de Lomé du 28 février 1975, scellé les liens de solidarité et de coopération entre ces pays et avec ceux de la Communauté économique européenne, devenue Union européenne depuis 1992.

Aux termes des dispositions pertinentes de l'Accord de Georgetown et de la Convention ACP-UE, les organes dirigeants des deux entités doivent se retrouver annuellement entre eux (Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et Conseil des Ministres des Etats du Groupe ACP), et session ministérielle conjointe ACP-UE. Les réunions qui ont eu lieu à Lomé en mai-juin s'inscrivent parfaitement dans ce schéma établi.

Les réunions de Lomé se sont déroulées en deux étapes : la session ministérielle ACP et la session ministérielle conjointe ACP-UE. L'une et l'autre visaient à faire le point de la coopération intra-ACP et entre les ACP et l'UE. Ces deux rendez-vous étaient très importants au regard des questions à l'ordre du jour et des décisions devant en découler, surtout dans le contexte de l'expiration de l'Accord de Cotonou et des négociations subséquentes en vue de son renouvellement.

LA SESSION MINISTÉRIELLE ACP

Dans l'histoire récente du Groupe ACP, rares sont les sessions, comme celle de Lomé, qui ont été aussi longues. En effet, la session ministérielle ACP a duré cinq jours, c'est-à-dire du 26 au 30 mai 2018. La raison en est que, dans la perspective des prochaines négociations devant aboutir à la signature d'un nouvel Accord de partenariat ACP-UE, successeur de l'Accord de Cotonou, il fallait faire des consultations aussi larges que possibles avec les différents acteurs économiques des ACP afin de recueillir leurs vues sur ces négociations.

C'est ainsi que la journée du 26 mai 2018 a été consacrée aux consultations inter-organismes (organisations régionales et continentales) sur le cadre de négociation du Groupe ACP en vue d'un Accord post-Cotonou avec l'UE. Cette session a connu la participation de la présidente du Comité des Ambassadeurs ACP, S.E. Mme Sheila SEALY-MONTEITH, Ambassadeur de la Jamaïque, qui avait formulé des observations liminaires, et du Ministre de la Planification du développement du Togo, M. Kossi ASSIMAIDOU, qui l'a ouverte. Ils avaient à leurs côtés le Secrétaire général des ACP, M. Patrick I. Gomes,

continuous basis and through consultation, to strengthening the process of solidarity between developing countries.

The Georgetown Agreement has, therefore, and immediately after the signing of the first Convention ACP-EEC of Lomé on February 28, 1975, sealed the bonds of solidarity and cooperation between these countries and with those of the European Economic Community which has become European Union since 1992.

Under the relevant provisions of the Georgetown Agreement and the ACP-EU Convention, the governing bodies of both entities must meet annually (Summit of Heads of State and Government and Council of Ministers of ACP Group States), and the ACP-EU Joint Ministerial Session. The meetings that took place in Lomé in May-June are perfectly in the context of this established pattern.

The Lomé meetings took place in two stages: the ACP Ministerial Session and the ACP-EU Joint Ministerial Session. Both aimed to review the cooperation situation within-ACP and between the ACP and the EU. These two meetings were very important in relation to the issues on the agenda and the resulting decisions, especially in the context of the expiry of the Cotonou Agreement and the subsequent negotiations for its renewal.

THE ACP MINISTERIAL SESSION

In the recent history of the ACP Group, few sessions, like the one in Lomé, have been so long. In fact, the ACP ministerial session lasted for five days that is from 26 to 30 May 2018. The reason is that, in the perspective of the forthcoming negotiations leading to the signing of a new Partnership Agreement ACP-EU, successor to the Cotonou Agreement, it was necessary to consult as broadly as possible with the various ACP economic actors in order to obtain their views on these negotiations.

It is in this way that the day of May 26, 2018 was devoted to inter-agency consultations (regional and continental organizations) on the ACP Group's negotiating framework for a post-Cotonou Agreement with the EU. This session was attended by the ACP Committee of Ambassadors' President, H.E. Mrs. Sheila SEALY-MONTEITH, Ambassador of Jamaica, who made opening remarks, and the Minister of Development Planning of Togo, Mr. Kossi ASSIMAIDOU, who opened it. They were supported by the Secretary General of the ACP, Mr. Patrick GOMES, and the Ambassador of Togo in Brussels, HE Mr. Kokou Nayo M'BEOU, President of the Central Negotiating Group, at the ambassadorial level.

On this occasion, several continental and regional organizations made presentations, namely the African Union Commission (AUC), the Caribbean Community (CARICOM), the Indian

DOSSIER

et l'Ambassadeur du Togo à Bruxelles, S.E.M Kokou Nayo M'BEOU, président du Groupe central de négociation, au niveau ambassadorial.

Plusieurs organisations continentales et régionales ont, à cette occasion, fait des exposés, en l'occurrence la Commission de l'Union africaine (CUA), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Commission de l'Océan indien (COI), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), le Forum des îles du Pacifique (PIF), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Elles s'étaient exprimées par rapport à l'importance ou non de la poursuite de la coopération avec l'UE dans le format actuel, à savoir dans le cadre ACP-UE. Les différents avis de ces organisations ont permis d'avoir une idée large de l'architecture du nouveau partenariat ACP-UE qui devra mettre un accent particulier sur la contribution des organisations régionales et sous régionales à l'élaboration des politiques de coopération et à leur implication dans la mise en œuvre de l'Accord.

Ces consultations constituaient un baromètre des différentes positions qui allaient émerger des discussions que les ministres allaient avoir le lendemain à l'occasion de la session extraordinaire du Conseil des ministres ACP sur l'après-Cotonou.

La session extraordinaire du 27 mai 2018 a été présidée par S.E. l'Honorable Kamina Johnson Smith, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international de la Jamaïque, présidente du Conseil des Ministres ACP, et le Ministre de la Planification du développement du Togo, en charge du dossier ACP-UE, M. Kossi ASSIMAIDOU.

La tenue de cette session a été rendue nécessaire afin de permettre aux ministres d'échanger à fond sur l'avenir du Groupe ACP, à moins de deux ans de l'expiration de l'Accord de Cotonou. La pertinence des thèmes ci-après de cette réunion était telle que de nombreux ministres y ont pris part : le repositionnement du Groupe des Etats ACP en tant qu'acteur mondial plus efficace; la mise en œuvre des principes de complémentarité et de subsidiarité dans la pratique : les relations entre le Groupe ACP et les organisations régionales et continentales après 2020 ; la promotion de la lutte contre le changement climatique dans un Groupe ACP repositionné ; le financement durable du Groupe ACP : possibilités après 2020.

La séance la plus importante de cette réunion a été l'examen du projet de mandat de négociation par la présidente du Comité des

Ocean Commission (IOC), Economic Community of West African States (ECOWAS), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Pacific Islands Forum (PIF), the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), the Southern African Development Community (SADC), the Intergovernmental Authority on Development (IGAD).

They had expressed themselves in relation to the importance or not of continued cooperation with the EU in the current format, namely in the ACP-EU framework. The different opinions of these organizations gave a broad idea of the architecture of the new ACP-EU partnership, which should lay a particular emphasis on the contribution of regional and sub-regional organizations to the development of cooperation policies and to their involvement in the implementation of the Agreement.

These consultations were a barometer of the different positions that would emerge from the discussions that the ministers would have the next day at the extraordinary session of the ACP Council of Ministers on post-Cotonou.

The extraordinary session of 27 May 2018 was chaired by Hon. Kamina JOHNSON SMITH, Minister of Foreign Affairs and International Trade of Jamaica, Chairman of the ACP Council of Ministers, and the Minister of Development Planning of Togo, responsible for ACP-EU file, Mr Kossi ASSIMAIDOU.

The holding of this meeting was necessary in order to allow Ministers to discuss thoroughly the future of the ACP Group, within the two years of the expiry of the Cotonou Agreement. The relevance of the following themes of this meeting was such that many ministers participated: the repositioning of the ACP Group of States as a more effective global actor; the implementation of the principles of complementarity and subsidiarity in practice: relations between the ACP Group and regional and continental organizations after 2020; promoting the fight against climate change in a repositioned ACP Group; sustainable financing of the ACP Group: possibilities after 2020.

The most important session of this meeting was the consideration of the draft negotiating mandate by the Chairperson of the Committee of Ambassadors, the Ambassador of Jamaica. This document, prepared several months ago by the ACP Committee of Ambassadors in Brussels, on the command of the ACP Council of Ministers, will serve as a basis for future negotiations with the European Union. Because of the fact that within the ACP Group there had been differences of opinion about the stakeholders in these negotiations - the African Union Commission having clearly defined its position contained in the decision of the Council of Ministers in Kigali in April 2018- the ACP Ministers as a whole had to reaffirm the Group's basic principles and decide to negotiate as a single unit. Having done so, they have the way to a formal adoption of the mandate during the ordinary session to be opened the following day.

Ambassadeurs, l'Ambassadeur de la Jamaïque. Ce document, élaboré depuis plusieurs mois par le Comité des Ambassadeurs ACP à Bruxelles, sur instructions du Conseil des Ministres ACP, devra servir de base pour les futures négociations avec l'Union européenne. Du fait que, au sein du Groupe ACP, des divergences de vues étaient apparues au sujet des parties prenantes de ces négociations- la Commission de l'Union africaine ayant clairement défini sa position contenue dans la décision du Conseil des Ministres de Kigali, en avril 2018- les Ministres ACP se devaient dans leur ensemble, de réaffirmer les principes de base du Groupe et décider de négocier en bloc uni. L'ayant fait, ils ont ouvert la voie à une adoption formelle du mandat au cours de la session ordinaire qui devra s'ouvrir le lendemain.

Du 28 au 30 mai, les Ministres des pays ACP ont examiné les questions à l'ordre du jour et pris des décisions importantes pour le bon fonctionnement et l'avenir du Groupe.

La séance d'ouverture, le 29 mai, a été marquée par deux importantes allocutions, celle de la présidente du Conseil des Ministres, la Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international de la Jamaïque, S.E. l'Honorable Kamina Johnson-Smith, et celle d'ouverture du Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine du Togo, S.E. Prof Robert DUSSEY.

La Ministre jamaïcaine des Affaires étrangères et du Commerce international a mis l'accent sur la nécessité de réviser l'Accord de Georgetown afin de l'aligner sur les réalités du XXI^{ème} siècle et de le rendre plus adapté à l'évolution des aspirations et des priorités des Etats membres. « Il est particulièrement important de renforcer la coopération entre nous en tant que membres ACP, en diversifiant nos partenariats en plus de l'Union européenne, en ouvrant des possibilités pour de nouveaux membres partageant les mêmes idées, en renforçant notre autosuffisance financière et en rendant nos institutions plus efficaces et efficaces », a-t-elle souligné.

Le Chef de la diplomatie togolaise a déclaré que : « aujourd'hui où le Groupe ACP soumet au questionnement sa propre présence au monde, s'interroge sur les raisons d'être de son existence, sur ses propres fins entendues ici comme telos ou buts et cherche à redessiner son partenariat avec l'Union européenne à l'expiration, en 2020, de l'Accord de Cotonou, il nous faut réaffirmer le sentiment commun d'appartenance à notre groupe et notre commune dépendance. Le sentiment d'appartenance commune et de commune dépendance, ce sentiment que valorisaient tant les stoïciens grecs de l'Antiquité et qu'ils rapportaient au cosmos, doit nous inspirer et raffermir en nous la solidarité organisationnelle où se joue la dialectique du multiple et de l'Un,

From 28 to 30 May, ACP countries' Ministers discussed issues on the agenda and took important decisions for the smooth functioning and future of the Group.

The opening session, on May 29, was marked by two important speeches, that of the President of the Council of Ministers, the Minister of Foreign Affairs and International Trade of Jamaica, H.E. the Honorable Kamina Johnson-Smith, and the opening speech of the Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of Togo, H. E. Prof Robert DUSSEY.

The Jamaican Minister of Foreign Affairs and International Trade emphasized the need to revise the Georgetown Agreement to bring it into line with the realities of the 21st century and to make it more responsive to changing aspirations and priorities. Member States. «It is particularly important to strengthen cooperation between us as ACP members, diversifying our partnerships in addition to the European Union, opening up opportunities for new like-minded members, strengthening our financial self-sufficiency and making our institutions more efficient and effective.» she said.

The Head of Togolese diplomacy said that « today, when the ACP Group submits to questioning its own presence in the world, questions the reasons for its existence, its own purposes heard here as goals and seeks to redefine its partnership with the European Union at the expiry of the Cotonou Agreement in 2020, we must reaffirm the common sense of belonging to our group and our common dependence. The feeling of common belonging and common dependence, this feeling that was valued by the ancient Greek Stoics and related to the cosmos, must inspire and reinforce in us the organizational solidarity in which the dialectic of the multiple and of One, the parts and the Whole».

He also recalled the commitment of the Togolese government to strengthen the intra-ACP cooperation because «to develop, we must rely on ourselves, on our own strength in a humanistic perspective and self-confidence». Finally, Professor DUSSEY said that «the future of the ACP Group depends on our ability to adapt to the deep changes in the international environment. The future is not, according to the words of Henri BERGSON, «what will happen but what we will do». The future is being prepared, that of our Group must be built around realistic and vital perspectives that engage each of our States and the entire organization. It is time for multilateral action,» he said.

These remarks were rightly answers to various questions about the ability of the Group to unite to negotiate, when referring to the African Common Position which suggests an Agreement with the European Union outside the ACP framework, a continent to continent agreement.

The decision made by the ministers on May 30, 2018 to adopt

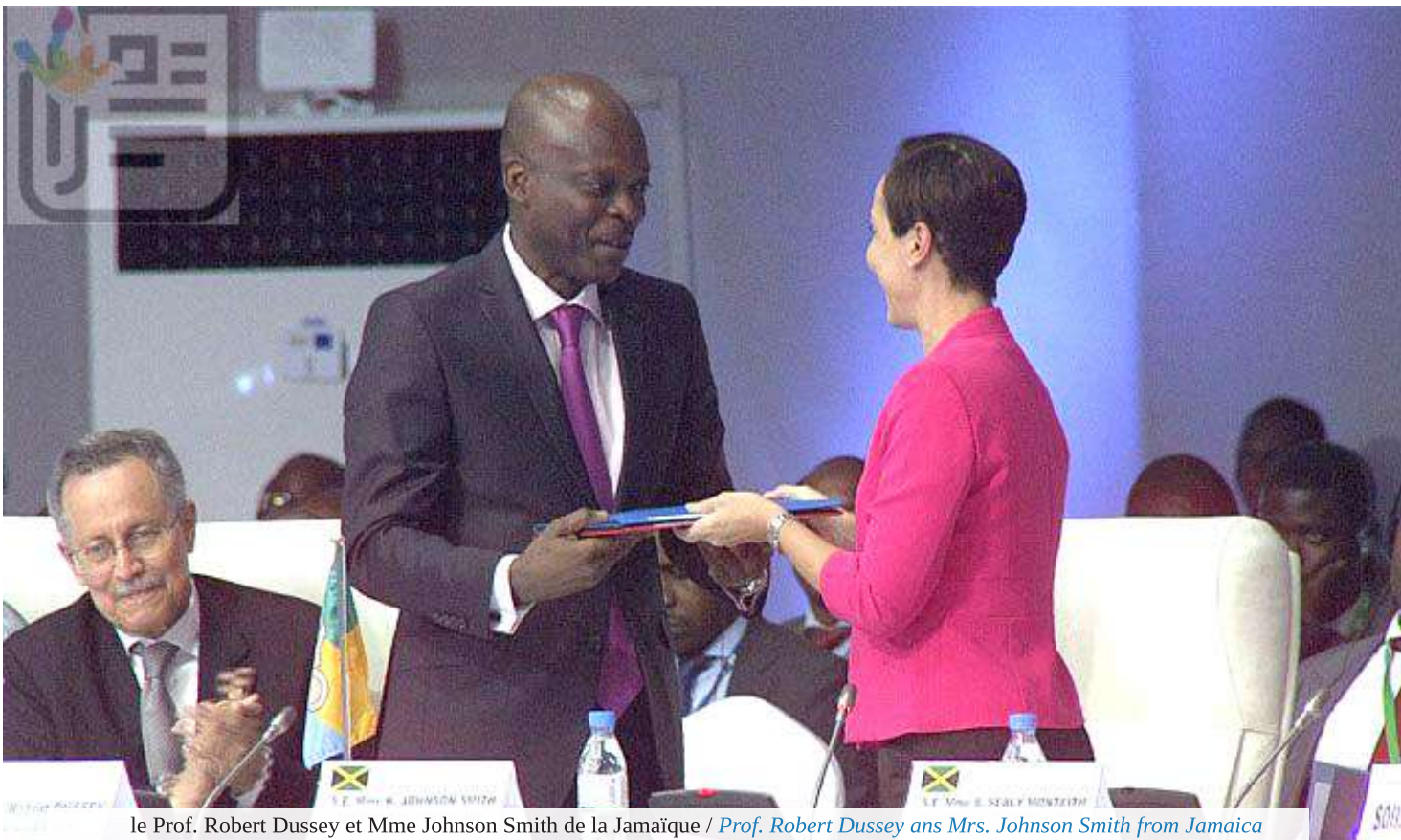
DOSSIER

des parties et du Tout ».

Il a, par ailleurs, rappelé l'attachement du gouvernement togolais au renforcement de la coopération intra-ACP car, « pour nous développer, nous devons compter sur nous-mêmes, sur nos propres forces dans une perspective humaniste et de confiance en soi ». Enfin, le Professeur DUSSEY a indiqué que « l'avenir du Groupe ACP dépend de notre capacité d'adaptation aux mutations profondes de l'environnement international. L'avenir n'est pas, pour reprendre les termes d'Henri BERGSON, « ce qui va arriver mais ce que nous allons en faire ». L'avenir se prépare, celui de notre Groupe doit se construire autour de perspectives réalistes et vitales qui engagent chacun de nos Etats et toute l'organisation. L'heure est à l'action multilatérale », a-t-il souligné.

the negotiation mandate reviewed at the extraordinary session of May 27, 2018, and to hand over the said document in the hands of Professor Robert DUSSEY, President of the Central Negotiating Group (CNG) at ministerial level, reaffirmed the ACP Group's willingness and determination to continue its common move towards a better tomorrow. It should be noted that Togo will chair the CNG for the next two years.

The ministerial session was concluded with the adoption of other decisions on, inter alia: the revision of the Georgetown Agreement, the necessary preparations for launching negotiations, the payment of contributions, the establishment of an ACP Information Center on South-South and Triangular Cooperation in Malabo (Equatorial Guinea). Just at the end of this session, Minister Robert DUSSEY organized, at the hotel 2



le Prof. Robert Dussey et Mme Johnson Smith de la Jamaïque / *Prof. Robert Dussey and Mrs. Johnson Smith from Jamaica*

Ces propos étaient à juste titre des réponses aux divers questionnements sur la capacité du Groupe à s'unir pour négocier, lorsqu'on se réfère à la Position commune africaine qui propose un Accord avec l'Union européenne hors cadre ACP, un Accord de continent à continent.

La décision prise par les ministres le 30 mai 2018 d'adopter le mandat de négociation examiné lors de la session extraordinaire

Fevrier, a first meeting of the Central Negotiating Group at the ministerial level, with the participation of the ambassadors of the member countries, to exchange on the way forward after the adoption of the negotiating mandate.

THE JOINT MINISTERIAL MEETING

The other important meeting was the joint ACP-EU ministerial

du 27 mai 2018, et de remettre ledit document entre les mains du Professeur Robert DUSSEY, président du Groupe central de négociation (GCN) au niveau ministériel, a réaffirmé la volonté et la détermination du Groupe ACP de continuer sa marche commune vers des lendemains meilleurs. Il faut souligner que le Togo présidera le GCN durant les deux prochaines années.

La session ministérielle s'est achevée avec l'adoption d'autres décisions portant, entre autres, sur : la révision de l'Accord de Georgetown, les préparatifs nécessaires en vue du lancement des négociations, le paiement des contributions, la création d'un Centre d'information ACP sur la coopération Sud-Sud et triangulaire à Malabo (Guinée équatoriale). Juste à la fin de cette session, le Ministre Robert DUSSEY a organisé, à l'hôtel 2 Février, une première réunion du Groupe central de négociation au niveau ministériel, avec la participation des ambassadeurs des pays membres, afin d'échanger sur la marche à suivre à la suite de l'adoption du mandat de négociation.

LA SESSION MINISTÉRIELLE CONJOINTE

L'autre rendez-vous important attendu était la session ministérielle conjointe ACP-UE, tenue les 31 mai et 1^{er} juin 2018. Plusieurs ministres des pays membres de l'UE et de hauts fonctionnaires de la Commission ont participé à cette session. Le Conseil européen était représenté par la Vice Premier Ministre pour la Réforme judiciaire et Ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie, pays assurant la présidence tournante, tandis que la Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'UE a été représentée par le Commissaire à la coopération internationale et développement, M. Neven Mimica. Le programme de cette session a prévu la tenue de la 27^{ème} réunion du Comité ACP-UE de coopération pour le développement. Cette réunion revêtait une grande importance d'autant plus qu'elle a permis, entre autres, de faire le point sur la revue à mi-parcours du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), le bras financier de la coopération ACP-UE.

La cérémonie d'ouverture officielle de cette 43^{ème} session a eu lieu peu après la fin de cette 27^{ème} réunion, à l'hôtel 2 Février, en présence des membres du Gouvernement togolais. Elle a été marquée par le discours du Premier Ministre de la République Togolaise, Komi Selom KLASSOU. Ce dernier a, entre autres, souligné « la nécessité d'amorcer ici et ensemble une vision prospective sur le nouveau départ des relations ACP-UE », et a insisté sur les valeurs d'unité et de solidarité qui ont toujours prévalu entre les deux parties, et surtout au sein du Groupe ACP.

meeting, held on May 31 and June 1, 2018. Several ministers from EU member countries and senior Commission officials attended this session. The European Council was represented by the Deputy Prime Minister for Judicial Reform and Minister of Foreign Affairs of Bulgaria, the country holding the rotating presidency, while the High Representative for Foreign Affairs and Security Policy of the EU was represented by the Commissioner for International Cooperation and Development, Mr. Neven MIMICA.

The program of this session foresees the holding of the 27th meeting of the ACP-EU Committee for Cooperation for Development. This meeting was very important especially since it allowed, among other things, to update the mid-term review of the 11th European Development Fund (EDF), the financial arm of ACP-EU cooperation.

The official opening ceremony of this 43rd session took place shortly after the end of this 27th meeting, at the hotel 2 Février, in the presence of members of the Togolese Government. It was marked by the speech of the Prime Minister of the Togolese Republic, Komi Selom KLASSOU. The latter has, among other things, underlined the «need to start here and together a prospective vision on the new beginning of ACP-EU relations», and emphasized the values of unity and solidarity that have always prevailed between the two parties, and especially within the ACP Group.

The actual work, which took place at the International Conference Center, was chaired by the two co-presidents, H.E. The Honorable Kamina Johnson Smith, on the ACP side, and H.E. Mrs. Ekaterina GECHEVA-ZAHARIEVA on the EU side. Both welcomed the cooperation between the ACP countries and the European Union and expressed their determination to pursue it in a spirit of trust and solidarity, while taking into account the changes in international relations over the last twenty years. This desire to adapt to political and economic multilateralism was clearly expressed by the Commissioner for International Cooperation and Development, Mr. Neven MIMICA, when he said that the EU wants to conclude with the ACP «an agreement that will take into account the challenges of our world, a flexible agreement to adapt to global changes».

The many issues on the agenda have been the subject of constructive exchanges, with reciprocal commitments to do better to maintain the flame of cooperation. Issues on strengthening cooperation in international fora, on migration, on development finance cooperation, on the situation of middle-income countries, on the exploitation of natural resources, on the reduction of vulnerability, and on disaster risks, climate change were the main focus of this two-day meeting.

At the end of their deliberations, ministers adopted a Joint Declaration on Climate Change, another way to reaffirm



DOSSIER

Les travaux proprement dits, qui se sont déroulés au Centre international des conférences, ont été présidés par les deux coprésidentes, S.E. L'Honorable Kamina Johnson Smith, du côté ACP, et S.E.Mme Ekaterina GECHEVA-ZAHARIEVA du côté UE.

L'une et l'autre ont salué la coopération qui unit les pays du Groupe ACP et ceux de l'Union européenne et ont indiqué leur détermination à la poursuivre, dans un esprit de confiance et de solidarité, tout en prenant en compte les nombreux changements intervenus dans les relations internationales depuis les vingt dernières années. Ce désir d'adaptation au multilatéralisme politique et économique a été clairement exprimé par le Commissaire à la coopération internationale et développement, M. Neven MIMICA, lorsqu'il a déclaré que l'UE veut conclure avec les ACP « un accord qui prendra en compte les défis de notre monde, un accord souple pour s'adapter aux changements mondiaux ».

Les nombreuses questions à l'ordre du jour ont fait l'objet d'échanges constructifs, assortis d'engagements réciproques à mieux faire pour maintenir la flamme de la coopération. Les points sur le renforcement de la coopération dans les enceintes internationales, sur la migration, sur la coopération pour le financement du développement, sur la situation des pays à revenu intermédiaire, sur l'exploitation des ressources naturelles, sur la réduction de la vulnérabilité et des risques de catastrophe, sur le changement climatique ont été les principaux centres d'intérêt de cette réunion de deux jours.

Les ministres ont, à la fin de leurs travaux, adopté une Déclaration conjointe sur le changement climatique, une autre façon de réaffirmer leur détermination à travailler à la mise en œuvre intégrale et efficace de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique et surtout l'Accord de Paris.

En résumé, Lomé a été, du 26 au 30 mai 2018, un cadre de réaffirmation, pour les pays ACP, de leur appartenance à un bloc uni, le Groupe ACP, qui s'engage dans des négociations avec l'Union européenne pour le renouvellement de l'Accord de Cotonou à son expiration le 29 février 2020, et les 31 mai et 1er juin, un rendez-vous entre deux partenaires stratégiques, les ACP et l'UE, qui n'ont pas manqué de dire haut leur désir de renouveler leur partenariat en 2020, au travers d'un Accord de coopération plus juste, plus équitable et juridiquement contraignant, un Accord qui serve les intérêts des deux parties.

Après les quatre Conventions ACP-CEE de Lomé, signées entre 1975 et 1989, le Togo a démontré, une fois encore, qu'il reste fortement attaché à la coopération entre les Etats, les régions et les continents.

their commitment to work towards the full and effective implementation of the UN Framework Convention on Climate Change and especially the Paris Agreement.

In summary, Lomé was, from 26 to 30 May 2018, a framework for reaffirming, for the ACP countries, their membership of a united bloc, the ACP Group, which is engaged in negotiations with the European Union for the renewal of the Cotonou Agreement with its expiry on February 29, 2020, and May 31 and June 1, an appointment between two strategic partners, the ACP and the EU, who have not failed to say high their desire to renew their partnership in 2020, through a fairer, more equitable and legally binding Cooperation Agreement, an agreement that serves the interests of both parties.

After the four ACP-EEC Conventions of Lomé, signed between 1975 and 1989, Togo once again demonstrated that it remains strongly committed to cooperation between States, regions and continents.



LE TOGO CELEBRE LA III^{ÈME} EDITION DE LA SEMAINE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

TOGO CELEBRATES 3RD EDITION OF AFRICAN INTEGRATION WEEK

Par Mme Cécile Kouméalo ANATE-BALLI, Directrice de l'intégration africaine
By Mrs. Cécile Kouméalo ANATE-BALLI, Director of African Integration



photo de famille après la célébration/family photo after celebration

Emmanuel PITTA

Placé sous le thème de l'Union Africaine : « Gagner la bataille contre la corruption : une voie durable vers la transformation de l'Afrique » et s'inscrivant dans le cadre de la célébration du 55^{ème} anniversaire de cette institution, la troisième édition de la semaine de l'intégration africaine a tenu toutes ses promesses cette année.

En effet, l'édition 2018 de la semaine de l'intégration africaine a eu lieu le 25 mai 2018 et a été marquée par deux grandes activités: la journée culturelle et l'émission débat sur la télévision nationale.

La journée culturelle a été l'activité forte de cette édition. Elle a donné l'occasion au Togo de communier avec les communautés africaines vivant sur son territoire par l'expression de leurs arts musical et culinaire.

Held under the theme of the African Union: «Win the battle against corruption: a sustainable path to the transformation of Africa» and part of the celebration of the 55th anniversary of this institution, the third edition of the African integration week has kept all its promises this year.

Indeed, the 2018 edition of the African integration week took place on May 25, 2018 and was marked by two major activities: the cultural day and the talk show on the national television.

The cultural day was the most important activity of this edition. It gave Togo the opportunity to commune with the African communities living on its territory by expressing their musical and culinary arts.

In turn, musical groups followed one another in a very festive

DOSSIER

Tour à tour, des groupes musicaux se sont succédés dans une ambiance très festive pour présenter, entre autres, des danses ci-après exécutées à l'occasion de réjouissances populaires : gorogoro, takaï et bassa du Togo, abiriba et yoroba du Nigeria, vodou du Bénin.

Des personnalités administratives et du corps diplomatique conduites par S.E.Prof. Robert DUSSEY, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine de la République Togolaise et hôte de l'événement ont fait le tour des stands pour apprécier les mets et les richesses artistiques des pays exposants.

Cet événement culturel, au-delà de son aspect festif est l'expression d'une volonté affirmée des communautés africaines vivant au Togo de mieux se connaître afin de favoriser leur intégration pour une Afrique unie et plus forte.

Il convient de noter, que cette journée culturelle a été marquée du sceau de la brillante participation du Brésil comme pays invité d'honneur à travers l'exposition de sa riche culture. Le public a eu droit à une démonstration de capoeira qui est à la fois une danse et un art martial afro-brésilien. Cette participation active témoigne de l'excellente qualité des relations diplomatiques qui existent entre le Brésil et le Togo.

La manifestation culturelle a été suivie d'un déjeuner de l'intégration offert par le Ministre

La seconde activité de cette journée a été l'émission débat télévisée « au cœur de la nation » autour du thème susmentionné.

Tout d'abord, il est utile de préciser que la lutte contre la corruption est un combat engagé par les Etats africains dont l'Union Africaine a fait un thème central pour cette année 2018. Dans ce domaine, le Togo peut se féliciter de l'existence de

atmosphere to present, inter alia, the following dances performed on the occasion of popular festivities: gorogoro, takaï and bassa from Togo, abiriba and yoroba from Nigeria, voodoo of Benin.

Administrative personalities and the diplomatic corps led by S.E. Prof. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of the Republic of Togo and host of the event toured the stands to appreciate



structures étatiques mises en place à cette fin.

Dans cet élan, l'émission télévisée a réuni sur un même plateau aux côtés de **madame Cécile Kouméalo ANATE-BALLI**, Directrice de l'intégration africaine, des personnes ressources en matière de lutte contre la corruption. Cette émission a permis aux téléspectateurs de comprendre que la corruption constitue l'un des fléaux majeurs qui sapent les performances socio-économiques et le développement des pays africains sans exception. Définie comme l'abus d'un pouvoir reçu à des fins privées destiné à influencer directement ou indirectement les actes de l'une des parties en présence, la corruption se manifeste sous diverses formes : les pots de vin, la fraude et l'extorsion, le népotisme, le favoritisme, l'acceptation de cadeaux illicites et de commissions occultes, le blanchiment d'argent et autres.

L'émission a eu le mérite d'être non seulement un cadre d'échanges sur la définition, les causes, les conséquences de la corruption et les moyens de lutte contre ce fléau mais également une vitrine pour la sensibilisation et l'appel à la population pour des comportements qui se départissent des actes de corruption.

Pour mémoire, la célébration de la semaine de l'intégration africaine est une initiative du Gouvernement togolais mise en œuvre par le ministère des affaires étrangères consistant à fédérer les communautés africaines vivant au Togo autour des valeurs d'unité, de concorde sociale et d'intégration du continent africain. La première édition dudit événement a eu lieu en 2016.

Emmanuel PITA

the food and artistic wealth of the exhibiting countries.

This cultural event, beyond its festive aspect, is the expression of a strong desire of the African communities living in Togo to know each other better in order to promote their integration for a united and stronger Africa.

It should be noted that this cultural day has been marked by the brilliant participation of Brazil as a guest of honor through the exhibition of its rich culture. The audience had the privilege to witness a demonstration of accapuera that is both a dance and an Afro-Brazilian martial art. This active participation testifies the excellent quality of the diplomatic relations which fortunately exist between this country and Togo.

The cultural event was followed by an integration luncheon hosted by the Minister

The second activity of this day was the televised debate show «Au Coeur de la Nation» around the above mentioned theme. First of all, it is worth pointing out that the fight against corruption is a fight launched by the African States, of which the African Union has made a central theme for this year 2018. In this area, Togo can congratulate itself the existence of state structures set up for this purpose.

*In this impetus, the TV program has brought together, on the same platform, alongside **Mrs. Cécile Kouméalo ANATE-BALLI**, Director of African Integration, resource persons in the fight against corruption. This show helped viewers understand that corruption is one of the major scourges that undermine the socio-economic performance and development of African countries without exception. Defined as abuse of a power received for private purposes intended to influence directly or indirectly the actions of one of the parties involved, corruption manifests itself in various forms: bribes, fraud and extortion, nepotism, favoritism, the acceptance of illicit gifts and hidden commissions, money laundering and others.*

The show had had the merit of being not only a framework of exchanges on the definition, causes, consequences of corruption and means of fight against this plague but also a showcase for the sensitization and the call to the population for behaviors that depart from acts of corruption.

For the record, the celebration of the African integration week is an initiative of the Togolese Government implemented by the Ministry of Foreign Affairs to federate the African communities living in Togo around the values of unity, social harmony and integration of our dear continent. The first edition of the event took place in 2016.

ACTUALITÉS

L'AFRIQUE AU CŒUR DES DEBATS DU X^{ème} SOMMET DES BRICS A SANDTON

AFRICA AT THE HEART OF THE 10TH BRICS SANDTON SUMMIT

Par M. Kokoutché GOUNA, Chargé d'Affaires a.i. Ambassade du Togo en Afrique du Sud
By Mr. Kokoutché GOUNA, Chargé d'Affaires a.i. Embassy of Togo in South Africa



Le dixième Sommet des pays émergents, connus sous l'acronyme « BRICS » s'est tenu du 26 au 27 juillet 2018 à Sandton, en Afrique du Sud.

Il regroupe l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. Une rencontre très attendue puisqu'il se penche sur le partenariat des BRICS avec l'Afrique. Il a été question, au cours des travaux d'étendre les partenariats entre les pays membres,

The Tenth BRICS Summit was held from July 26 to 27, 2018 in Sandton, South Africa.

It includes South Africa, China, India, Brazil and Russia. A much awaited meeting since it looks at the BRICS partnership with Africa. In the course of the work, there has been talk of expanding partnerships between member countries, but also with several African countries. This was

mais aussi avec plusieurs pays africains. C'était déjà la vision des BRICS lors leur cinquième Sommet en 2013 avec pour thème : « Partenariat avec l'Afrique ».

En plaçant le Sommet de 2018 avec les Chefs d'Etat africains sous le thème : « BRICS en Afrique : Collaboration pour une croissance inclusive et une prospérité partagée dans la 4^{ème} révolution industrielle », les BRICS réaffirment l'importance qu'ils accordent à la coopération sud-sud et particulièrement aux problèmes et défis majeurs auxquels l'Afrique est confrontée. Autour des présidents des cinq puissances émergentes, étaient présents les chefs d'Etat du Togo, du Gabon, du Sénégal; de l'Ouganda; de l'Angola ou encore du Rwanda.

Les Chefs d'Etats africains ont exprimé à l'endroit de leurs homologues leur volonté de rentrer dans un partenariat gagnant-gagnant. Même si ces partenariats existent, ils sont encore à l'étape des accords bilatéraux.

Le défi pour les puissances émergentes est maintenant d'investir collectivement sur le continent. Preuve de cette volonté des BRICS, leur Nouvelle Banque de développement a ouvert un bureau Afrique l'an dernier à Johannesburg.

S.E.M. Faure GNASSINGBE a participé aux sessions sous une double casquette, celle de Chef de l'Etat togolais et de Président en exercice de la CEDEAO, une organisation ouest-africaine qui regroupe 15 pays. Dans son discours à l'endroit des BRICS, il a d'ailleurs invité les BRICS et la CEDEAO à se rapprocher pour étudier les possibilités de coopération et de partenariat. Dans cette optique des partenariats gagnant-gagnant pourraient se nouer avec la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque de Développement des BRICS.

L'invitation ne s'est pas limitée qu'à l'Afrique. Les BRICS ont associé la Turquie, qui assume la présidence tournante de l'Organisation de la coopération islamique, l'Argentine qui préside le G20 ainsi que le Marché Commun du Sud (MERCOSUR); l'Indonésie qui assure la présidence de l'ASEAN et copréside, avec l'Afrique du Sud, le Nouveau Partenariat Stratégique Afrique-Asie ; l'Egypte en tant que Président en exercice du (G77) + Chine ; la Jamaïque qui assure la présidence en exercice de la Communauté Caribéenne (CARICOM).

L'objectif de ce grand rassemblement est de parvenir à des accords plurilatéraux, afin de faciliter le commerce entre économies émergentes, de renforcer les échanges dans des monnaies nationales.

already the vision of the BRICS at their fifth Summit in 2013 with the topic: «Partnership with Africa».

By placing the 2018 Summit with African Heads of State under the topic: «BRICS in Africa: Collaboration for Inclusive Growth and Shared Prosperity in the 4th Industrial Revolution», the BRICS reaffirm the importance they attach to the South-South cooperation and, in particular, the major issues and challenges facing Africa.

Around the presidents of the five emerging powers, were present the heads of state of Togo, Gabon, Senegal, Uganda, Angola or Rwanda.

African leaders expressed to their counterparts their willingness to enter a win-win partnership. Even though these partnerships exist, they are still at the stage of bilateral agreements.

The challenge for emerging powers is now to invest collectively on the continent. As proof of this BRICS commitment, their New Development Bank opened an Africa office last year in Johannesburg.

H.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ participated in the sessions under a double hat, that of Togolese Head of State and President in office of ECOWAS, West African organization comprising 15 countries. In his speech to the BRICS, he invited the BRICS and ECOWAS to come together to explore possibilities for cooperation and partnership. In this context, win-win partnerships could be established with the ECOWAS Investment and Development Bank (IDB) and the BRICS Development Bank.

The invitation was not limited to Africa. The BRICS countries have joined Turkey, which holds the rotating presidency of the Organization of Islamic Cooperation, Argentina, which chairs the G20, and the Southern Common Market (MERCOSUR); Indonesia, which holds the ASEAN Chairmanship and co-chairs, with South Africa, the New Africa-Asia Strategic Partnership; Egypt as President-in-Office of (G77) + China; Jamaica, which holds the current chairmanship of the Caribbean Community (CARICOM).

The purpose of this grand rally is to reach plurilateral agreements, to facilitate trade between emerging economies, to strengthen trade in national currencies.

Each BRICS country has privileged links with the African continent. China, for example, is by far the largest partner in trade, investment and aid. Brazil favors technical assistance in kind and the subsidy of operations of its public and private multinationals in Africa. As for Russian companies, they invest mainly in the oil sector and energy. Bilateral aid focuses on

ACTUALITÉS

Chaque pays BRICS a des liens privilégiés avec le continent africain. La Chine par exemple est de loin le premier partenaire pour ce qui est du commerce, de l'investissement et de l'aide. Le Brésil privilégie l'assistance technique en nature et la subvention des opérations de ses multinationales publiques et privées en Afrique. Quant aux sociétés russes, elles investissent principalement dans le secteur pétrolier et l'énergie.

Enfin, l'Afrique du Sud s'est beaucoup investie dans la facilitation des pourparlers de paix et contribue en contingents aux forces de maintien de la paix sur le continent. Elle s'attache à promouvoir ses investissements en Afrique par le biais de l'« Industrial Development Corporation », une institution publique, et la Banque de Développement de l'Afrique Australe.

En tant que seul chef d'Etat africain membre des BRICS le pari du Président sud - africain, Cyril Ramaphosa est tenu. Il s'est fait un devoir d'inviter le continent à la table des cinq puissances émergentes. « Nous avons senti le besoin d'être représentatif de l'Afrique au sein des BRICS. Et nous avons utilisé notre participation comme un levier pour pouvoir défendre le développement et le progrès en Afrique. »

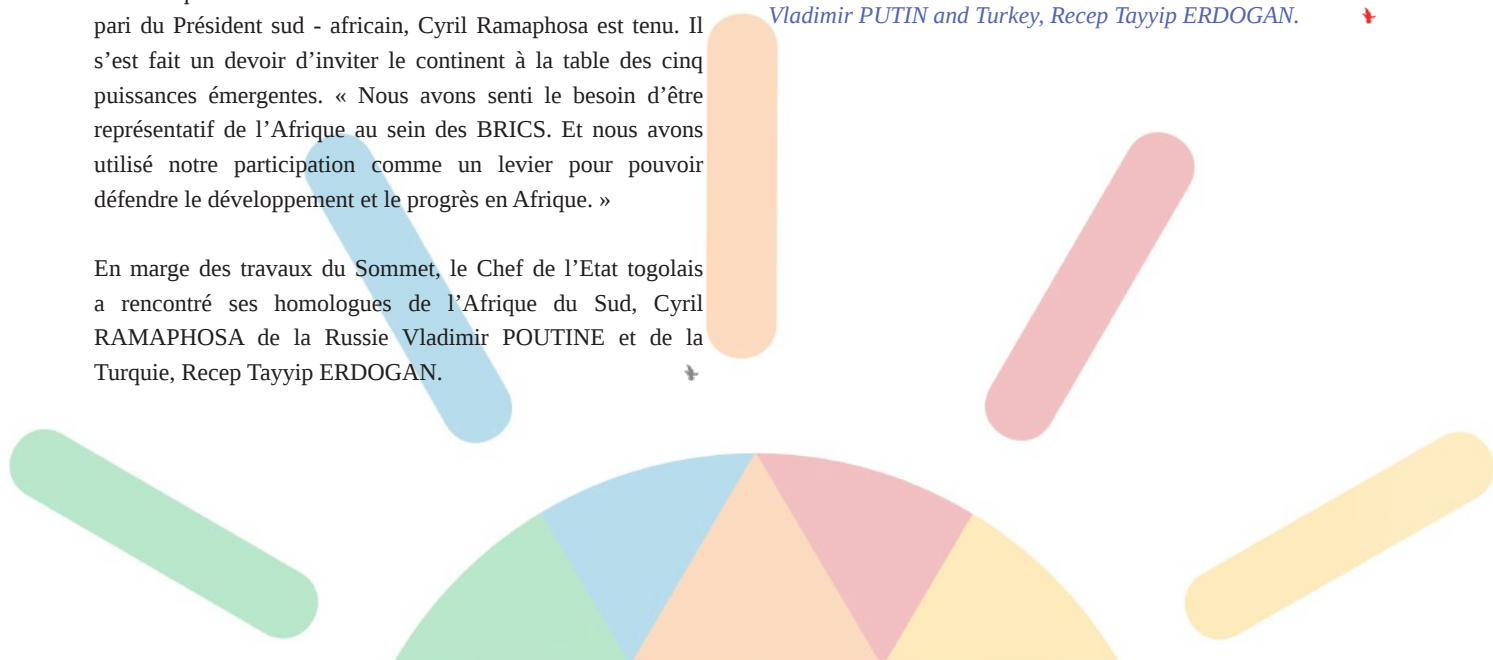
En marge des travaux du Sommet, le Chef de l'Etat togolais a rencontré ses homologues de l'Afrique du Sud, Cyril RAMAPHOSA de la Russie Vladimir POUTINE et de la Turquie, Recep Tayyip ERDOGAN.

food security and education.

Finally, South Africa has been heavily involved in facilitating peace talks and contributing troops to peacekeeping forces on the continent. It is committed to promoting its investments in Africa through the Industrial Development Corporation, a public institution, and the Southern African Development Bank.

As the only African head of state BRICS member, the bet of the South African President Cyril RAMAPHOSA is held. He made a point of inviting the continent to the table of the five emerging powers. «We felt the need to be the African representative within the BRICS. And we have used our participation as a lever to defend development and progress in Africa.»

On the sidelines of the Summit, the Togolese Head of State met his counterparts from South Africa, Cyril RAMAPHOSA, Russia Vladimir PUTIN and Turkey, Recep Tayyip ERDOGAN.



BRICS

JOHANNESBURG SOUTH AFRICA

2018

31^{ème} SOMMET DE L'UNION AFRICAINNE A NOUAKCHOTT EN MAURITANIE les 1^{er} et 02 juillet 2018

AFRICAN UNION 31ST SUMMIT IN NOUAKCHOTT, MAURITANIA, JULY 1-2, 2018

Par Mme Esso MASSALOU, Chargée d'études à la Direction de l'intégration africaine
By Mrs Esso MASSALOU, Research officer at African integration department

L'adoption des rapports et des résolutions présentés par les différentes commissions, notamment sur le Sahara occidental, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la corruption ainsi que les réformes institutionnelles de l'Organisation et l'adhésion à la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) sont, à coup sûr l'expression d'une prise de conscience des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur la nécessité de sortir l'Afrique des difficultés qui entachent son épanouissement.

The adoption of the reports and resolutions presented by the various committees, particularly on Western Sahara, the fight against terrorism and violent extremism, corruption as well as the institutional reforms of the Organization and membership of the continental free trade (ZLEC) are certainly an expression of the awareness of the Heads of State and Government on the need to get Africa out of the difficulties that marred its bloom.

Among the twenty or so Heads of State who traveled to



Emmanuel PITA

Parmi la vingtaine de Chefs d'Etat ayant fait le déplacement de Nouakchott pour prendre part à ce 31^{ème} Sommet ordinaire, il y avait le président togolais, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE,

Nouakchott to take part in the 31st Ordinary Summit, there was the Togolese President, H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President-in-Office of the Economic

ACTUALITÉS

Président en exercice de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Somme toute, l'on retiendra de ce sommet qu'il a été une rencontre bilan avec un thème fort qui corrobore l'ambition affichée des dirigeants africains de sortir l'Organisation de sa dépendance financière : **«vaincre la corruption, une voie durable pour la transformation de l'Afrique»**.

Le thème est évocateur, si l'on considère que la corruption est un fléau qui coûte aux économies africaines, selon certaines études, 50 milliards de dollars par an.

Son choix laisse ainsi apparaître une démarche progressiste des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Il faut noter que c'est en 2016 que l'organisation a mandaté le président Paul KAGAME de plancher sur la question pour rendre l'institution panafricaine plus efficace et plus autonome au plan budgétaire.

Ses propositions avaient été validées par l'Assemblée des chefs d'Etat au sommet depuis 2017. Elles vont de la création d'une taxe de 0,2 % sur les produits non africains importés en Afrique à une meilleure division de compétences entre l'UA et les organisations régionales, en passant par un audit du travail des commissions et la suppression d'un sommet sur les deux qu'accueille l'UA aujourd'hui.

Autres sujets abordés, le Sahara occidental, la situation la sécuritaire au Sahel et dans plusieurs pays du continent et le Budget 2019 de l'UA en baisse de 12 pour cent par rapport à celui de 2018. A ce propos, M. Paul KAGAME s'est montré confiant et a indiqué qu'avec le retour de la confiance dans les finances de l'Union, celle-ci sera en mesure de s'engager dans un partenariat à long terme avec le Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour un financement stable des opérations de maintien de la paix en Afrique.

La négociation d'un nouvel accord de coopération entre l'Union Africaine et l'Union Européenne principalement, **la position africaine commune sur l'Accord de Cotonou post-2020**, les questions de l'intégration, notamment la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECA) pilotées par le Président Issoufou MAHAMADOU du Niger étaient aussi à l'ordre du jour

LA VIABILITÉ DE L'AFRIQUE PASSE D'ABORD PAR LA PAIX.

Déjà très engagé dans la mise en œuvre du Marché Unique de Transport Aérien en Afrique (MUTAA), le président Faure Essozimna GNASSINGBE a pris une part active, pendant ce

Community of West African States. (ECOWAS).

All in all, it will be remembered from this summit that it was a stocktaking meeting with a strong theme that corroborates the stated ambition of African leaders to lift the Organization out of its financial dependence: «Overcoming corruption, a sustainable path for the transformation of Africa».

The theme is evocative, considering that corruption is a scourge that costs African economies, according to some studies, USD 50 billion a year.

His choice thus reveals a progressive approach of Heads of State and Government. It should be noted that it was in 2016 that the organization mandated the president Paul KAGAME to work on the issue to make the pan-African institution more effective and more autonomous budget.

Its proposals were validated by the Assembly of Heads of State at the summit since 2017. They range from the creation of a 0.2% tax on non-African products imported into Africa to a better division of competences between the AU and regional organizations, through an audit of the work of the commissions and the suppression of a summit on the two that the AU welcomes today.

Other topics discussed, Western Sahara, the security situation in the Sahel and several countries of the continent and the 2019 budget of the AU drops at 12 percent compared to that of 2018. In this regard, Mr. Paul KAGAME is confident and has indicated that with the return of confidence in the Union's finances, the Union will be able to engage in a long-term partnership with the United Nations Security Council, for a stable financing of peacekeeping operations in Africa.

*The negotiation of a new cooperation agreement between the African Union and the European Union mainly, **the common African position on the post-2020 Cotonou Agreement**, integration issues, in particular the African Free Trade Area. (ZLECA) led by President Issoufou MAHAMADOU of Niger were also on the agenda.*

AFRICA'S VIABILITY BEGINS WITH PEACE.

Already very committed to the implementation of the Single Market for Air Transport in Africa (MUTAA), President Faure Essozimna GNASSINGBE took an active part, during this summit, in the work concerning the search for peace on the continent.

He introduced his peers to the security situation in all conflict zones on the continent. The progress report of the Council and the implementation of the AU Roadmap on Practical steps to



sommet, aux travaux concernant la recherche de la paix sur le continent.

Il a présenté à ses pairs la situation sécuritaire dans toutes les zones en conflit sur le continent. Le rapport d'activité du Conseil et celui de la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA sur les mesures pratiques à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020 ont également été présentés.

En terme de résolution phare, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a adopté, suite au rapport élaboré par le président de la Commission, **la mise en place du Mécanisme africain avec comme objectif un «appui efficace» de l'UA au processus conduit par l'ONU, basé sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en vue de parvenir à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.**

Le Sahara occidental et le Maroc devront reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU.

A cet égard, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement précise qu'« Il s'agit de négociation sans conditions préalables et de bonne foi en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le contexte d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations unies».

Dans l'ensemble, des propositions sur les réformes de l'Union ont été aussi adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement. Ils ont appelé à la préservation de l'image de l'Afrique et de son Organisation en veillant notamment à l'application des décisions prises.

C'est une manière de **«préserver les intérêts et la dignité de l'Afrique»**, a laissé entendre le président en exercice de l'UA, Paul KAGAME. Il a exhorté les parties prenantes à travailler pour la réussite des réformes institutionnelles au sein de l'Union afin de contribuer à la généralisation de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale.

L'adoption des résolutions relative à la lutte contre la corruption, a aussi marqué ce Sommet au cours duquel les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé leur disponibilité à conjuguer leurs efforts dans ce domaine.

silence weapons in Africa by 2020 were also presented.

*In terms of flagship resolution, the conference of Heads of state and government adopted, following the report prepared by the President of the Commission, **the establishment of the African Mechanism with the objective of «effective support» of the AU to process led by the UN, based on the relevant Security Council resolutions with a view to achieving self-determination for the people of Western Sahara.***

Western Sahara and Morocco will resume negotiations under the auspices of the UN Secretary-General.

In this respect, the Assembly of Heads of State and Government states that «This is a negotiation without preconditions and in good faith with a view to reaching a just, lasting and mutually acceptable political solution which will allow self-determination of the people of Western Sahara in the context of arrangements consistent with the purposes and principles of the United Nations Charter».

On the whole, proposals on EU reforms were also adopted by Heads of State and Government. They called for the preservation of Africa's image and its Organization by ensuring the implementation of the decisions taken.

It is a way of «preserving the interests and dignity of Africa,» AU Chairman-in-Office Paul KAGAME suggested. He urged stakeholders to work for the success of institutional reforms within the Union in order to contribute to the generalization of the implementation of the Continental Free Trade Area.

The adoption of the resolutions on the fight against corruption also marked the Summit at which the Heads of State and Government reaffirmed their willingness to join their efforts in this area.

eudevdays.eu

Brussels, 5-6 June 2018

LE TOGO AUX JOURNEES EUROPEENNES DU DEVELOPPEMENT

TOGO ON EUROPEAN DAYS OF DEVELOPMENT

Par M. Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication
By Mr. Arsenn AGBESSINOU, Communication Advisor

Quelques jours après la tenue à Lomé des sessions ministérielles des ACP-UE, marquées par l'élection du Togo à la Présidence du Groupe Central des Négociations (GCN), l'organe que va piloter la diplomatie togolaise durant les deux prochaines années de négociations des Accords post-Cotonou, les deux partenaires, les 79 des ACP et les 28 de l'UE se sont retrouvés aux Journées Européennes du Développement (JED) à Bruxelles les 5 et 6 juin 2018.

Ce forum économique, entièrement dédié aux questions de développement et aux partenariats multilatéraux, a vu la participation de plusieurs personnalités dont, le chef de la diplomatie togolaise, Prof Robert DUSSEY. Parmi les nombreuses thématiques discutées, l'une était consacrée à « l'avenir du partenariat entre l'UE et les pays ACP ».

Au cours de son intervention sur cette thématique, le ministre togolais des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine, Prof Robert DUSSEY, a, entre autres, affirmé que « (...) l'objectif durant les prochaines négociations est de trouver de nouveaux moyens de stimuler la croissance de manière durable et de relever les défis mondiaux car le temps

A few days after the Lomé ministerial sessions of the ACP-EU, marked by the election of Togo to the Chairmanship of the Central Negotiating Group (GCN), the body that will drive the Togolese diplomacy during the next two years of negotiations of Post-Cotonou Agreements, the two partners, the 79 of the ACP and the 28 of the EU met at the European Development Days (EDD) in Brussels on 5-6 June 2018.

This economic forum, entirely dedicated to development issues and multilateral partnerships, saw the massive participation of several personalities, including the head of diplomacy in Togo, Prof. Robert DUSSEY.

Among the numerous topics discussed, one was devoted to «the future of the partnership between the EU and the ACP countries». During his speech on this theme, the Togolese Minister for Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, Prof. Robert DUSSEY, has, inter alia, affirmed that «(...) the objective during the next negotiations is to finding new ways to stimulate growth in a sustainable way and to meet global challenges as the time has come after more than 40 years of cooperation to move towards a partnership that is more responsive to new and more dynamic economies».



Le Prof. Robert DUSSEY (à l'extrême droite de la photo) à «eudevdays» / Prof. Robert Dussey (at the right extreme of the photo) at «eudevdays»

est venu après plus d'une quarantaine d'année de coopération d'évoluer vers un partenariat plus adapté aux économies nouvelles et plus dynamique ».

Pour le chef de la diplomatie togolaise, l'éducation et la formation sont des secteurs stratégiques indispensables à la transformation socio-économique des ACP et particulièrement de l'Afrique. « Réussir ce challenge, nous oblige à travailler davantage sur les problèmes d'accès à l'eau potable, de la santé, de l'industrialisation, de la migration, de l'environnement, du terrorisme et de l'extrémisme » a-t-il martelé.

Ce forum, l'un des derniers qui précède le début des prochaines négociations, a permis aux participants notamment des ACP d'explorer les possibilités d'un futur accord gagnant-gagnant pour tous.

Pour l'UE, l'enjeu après une quarantaine d'années de coopération, est de moderniser ses relations avec les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Le chef de la diplomatie togolaise, Prof Robert DUSSEY qui avait à ses côtés Patrick GOMES, le secrétaire général des ACP, a profité de ces Journées Européennes du Développement pour échanger avec nombre de ses homologues sur les enjeux et les préparatifs des futures négociations.

For the head of Togolese diplomacy, education and training are strategic sectors that are essential for the socio-economic transformation of the ACP and especially of Africa. «Succeeding in this challenge requires us to work more on the issues of access to clean water, health, industrialization, migration, the environment, terrorism and extremism». he hammered out.

This forum, one of the last that precedes the beginning of the next negotiations, allowed the participants, in particular the ACP, to explore the possibilities of a future win-win agreement for all.

For the EU, the challenge after forty years of cooperation is to modernize its relations with the 79 countries of Africa, the Caribbean and the Pacific.

The Head of Togolese diplomacy Prof. Robert DUSSEY, who had on his side, Patrick GOMES, ACP Secretary General, took advantage of these European Development Days to discuss with his counterparts the issues and preparations for the future negotiations.

ACTUALITÉS

TOGO-ISRAËL : DES RELATIONS DE COOPERATION PRIVILEGIEES

PROF ROBERT DUSSEY REÇU À JÉRUSALEM PAR BENYAMIN NETANYAHOU

TOGO-ISRAËL: PRIVILEGED COOPERATION RELATIONS
PROFESSOR ROBERT DUSSEY RECEIVED IN JERUSALEM BY BENYAMIN NETANYAHOU

Par M. Lucien FANDJINOÛ, Attaché de Cabinet
 By Mr. Lucien FANDJINOÛ, The Attache of the Cabinet

Les relations entre la République Togolaise et l'Etat d'Israël sont harmonieuses. Plusieurs rencontres israélo-togolaises ont eu lieu au plus haut sommet des deux Etats afin de soutenir et raffermir l'extraordinaire potentiel de cette coopération économique.

Sur cette même lancée et plus récemment, le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine S.E. Prof. Robert DUSSEY a effectué, sur invitation du Premier Ministre israélien, S.E. Monsieur Benyamin NETANYAHOU, une visite officielle à Jérusalem, les 11 et 12 juin 2018.

The relations between the Republic of Togo and the State of Israel are harmonious. Several Israeli-Togolese meetings were held at the highest level of the two states to support and improve the extraordinary potential of this economic cooperation.

In the same vein, and more recently, the Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration H.E. Prof. Robert DUSSEY, at the invitation of the Israeli Prime Minister, H.E.M. Benyamin NETANYAHOU, paid an official visit to Jerusalem, on June 11 and 12, 2018. ●●●





Unité Universitaire au Togo

L'expérience éducative de l'Église au service du développement local, des organisations et des entreprises qui gagnent et qui font gagner l'Afrique !



FORMATIONS



MÉDIAS ET TIC



ÉCONOMIE ET GESTION



SCIENCES JURIDIQUES



INGENIERIE INFORMATIQUE ET
TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Téléphone : (00 228) 23 20 67 03 / 91 66 38 14 / 97 64 02 40 / 22 30 12 72

E-Mail : secre.gene@ucao-uut.tg

Site Web : www.ucao-uut.tg

ACTUALITÉS

●● Cette visite fait suite à celle effectuée par S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise, Président en exercice de la CEDEAO, du 7 au 11 août 2016 en Israël.

Il convient de rappeler qu'au cours de cette visite, le Chef de l'Etat togolais et le Premier Ministre israélien se sont entendus, conformément au principe dit de 'relations privilégiées', d'accroître leur confiance réciproque et d'élargir leur coopération à d'autres domaines.

Les échanges entre le Ministre DUSSEY et le Premier Ministre NETANYAHOU ont porté sur des questions d'intérêt commun. Ainsi, ils se sont félicités du dynamisme de la coopération entre leurs deux pays et ont passé en revue les grandes réalisations issues des décisions de la première grande commission mixte de coopération.

A cet égard, ils ont apprécié des actions concrètes et fructueuses de l'Agence Israélienne pour la coopération Internationale au Développement (MASHAV) dans le processus de développement du Togo, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'agriculture, et ont convenu de la poursuite de ces efforts.

Ils ont également relevé la nécessité de relancer les travaux de la deuxième grande commission mixte de coopération entre les deux pays et de soutenir les actions des deux gouvernements dans les domaines du développement rural, de l'éducation, des sciences et technologies, du développement communautaire, de la protection et de la promotion sociale et de l'intégration de la femme au processus de développement.

A l'issue des échanges, messieurs DUSSEY et NETANYAHOU ont convenu de la visite prochaine à Lomé d'une délégation d'experts israéliens en vue des discussions avec les ministères techniques pour une meilleure prise en compte des priorités du gouvernement togolais conformément aux axes du Programme National de Développement (PND).

Les deux personnalités ont également abordé la question de la recrudescence du terrorisme et des actes de piraterie maritime. A cet égard, ils ont réaffirmé leur ferme condamnation et ont appelé à la mutualisation des efforts ainsi qu'à la poursuite de la coopération internationale en vue de leur éradication.

Il importe de souligner qu'au cours de cette visite, S.E. Prof Robert DUSSEY et sa délégation ont également eu des séances de travail avec le Directeur général de MASHAV, Gil HASKEL.

This visit follows the visit of H.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo, current Chairman of ECOWAS, from 7 to 11 August 2016 in Israel.

It is necessary to recall that, during this visit, the Togolese Head of State and the Israeli Prime Minister have agreed, in accordance with the so-called principle of «privileged relations», to increase their mutual trust and to broaden their cooperation to other areas.

The exchanges between Minister DUSSEY and Prime Minister NETANYAHOU focused on issues of common interest. Thus, they welcome the dynamism of the cooperation between their two countries and have reviewed the major achievements derived from the decisions of the first major Joint Cooperation Commission.

In this regard, they appreciated the concrete and fruitful actions of the Israeli Agency for International Development Cooperation (MASHAV) in Togo's development processes, particularly in the health and agriculture sectors, and agreed for the continuation of these efforts.

They also noted the need to relaunch the work of the second major joint commission of cooperation between the two countries and to support the actions of the two governments in the fields of rural development, education, science and technology, community development, social promotion and the integration of women in the development process.

At the end of the exchanges, Messrs. DUSSEY and NETANYAHOU concluded an agreement of a forthcoming visit of Israeli experts' delegation in Lomé to discuss with technical ministries of a better consideration of the priorities of the Togolese government National Development Program (PND).

The two personalities also addressed the issue of the resurgence of terrorism and of maritime piracy. In this regard, they reaffirmed their strong condemnation and called for the pooling of efforts as well as the continuation of international cooperation with a view to their eradication.

It is important to emphasize that during this visit, H.E. Prof. Robert DUSSEY and his delegation also have working sessions with the Director General of MASHAV, Gil HASKEL.



PARTICIPATION DU TOGO À LA V^{ÈME} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU DIALOGUE EURO-AFRICAIN SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

5TH MINISTERIAL CONFERENCE OF THE EURO-AFRICAN DIALOGUE ON MIGRATION AND DEVELOPMENT: ADOPTION OF THE MARRAKECH DECLARATION AND PLAN OF ACTION

Par M. Koffi AKAKPO, Directeur de la Coopération Internationale
By Mr Koffi AKAKPO, Director of international cooperation

Après les engagements pris par les partenaires au processus de Rabat dans le cadre de la déclaration conjointe Afrique-UE sur la migration et le développement de 2006, de la déclaration du dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement des Nations Unies de 2013, de la déclaration Afrique-UE sur la migration et la mobilité de 2014, du sommet de la Valette sur la migration de novembre 2015, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté en 2015, de la déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants adoptée le 19 septembre 2016 par les Nations Unies, de la déclaration politique du 5^{ème} sommet Union Africaine-Union Européenne de 2017, les pays membres du processus de Rabat pour le dialogue euro-africain sur la migration et le développement ont adopté la déclaration politique de Marrakech.

Cette Déclaration comprend notamment le programme 2018-2020. Elle a été adoptée au terme des travaux de la cinquième conférence ministérielle de cette Organisation tenue les 1er et 2 mai 2018 à Marrakech, à l'invitation du Royaume du Maroc. Les Etats membres ont procédé à l'adoption d'un plan d'action ciblé et opérationnel qui se base en priorité sur une approche régionale tout en respectant leurs souverainetés.

Dans leur déclaration finale, les représentants des Etats membres ont décidé de cibler les actions concrètes qui reflètent la valeur ajoutée spécifique du processus de Rabat, laquelle réside principalement dans sa capacité à mettre en réseau les acteurs techniques et politiques concernés, à formuler les actions qui tiennent compte des spécificités régionales et à centraliser les informations tirées de leur mise en œuvre, tout en respectant un

Following the commitments made by the partners in the Rabat process as part of the 2006 Joint Africa-EU Declaration on Migration and Development, the High Level Dialogue on International Migration and Development of the United Nations 2013 Declaration, the Africa-EU Declaration on Migration and Mobility 2014, the Valetta Migration Summit of November 2015, the 2030 Agenda for Sustainable Development adopted by the United Nations in 2015 in which States are committed to 'leaving no one to one side', the New York Declaration on Refugees and Migrants adopted on 19 September 2016 by the United Nations, the political declaration of the 5th African Union-European Union Summit of 2017, the members countries of the Rabat Process for the Euro-African Dialogue on Migration and Development adopted the Marrakech Political Declaration, which includes the 2018-2020 program, at the end of their fifth ministerial conference held on 1 and 2 May 2018 in Marrakech, at the invitation of the Kingdom of Morocco.

They also proceeded to the adoption of a targeted and operational action plan which is based primarily on a regional approach while respecting the sovereignty of the States. In their final declaration, the representatives of the member countries of the Rabat process decided to target concrete actions that reflect the specific added value of the Rabat process, which mainly lies in its ability to network the relevant technical and political actors, formulate actions that take into account regional specificities and centralize information from their implementation, while respecting geographical balance at all levels.

They also agreed to specify the modalities for carrying out the targeted actions and to use the relevant mechanisms and tools to periodically monitor and evaluate the implementation of the

ACTUALITÉS

équilibre géographique à tous les niveaux.

Ils ont également convenu de spécifier les modalités d'exécution des actions ciblées et d'utiliser les mécanismes et outils pertinents pour suivre et évaluer périodiquement la mise en œuvre du Programme de Marrakech 2018-2020, afin d'en améliorer l'impact.

Ces décisions découlent de la reconnaissance de l'importance grandissante des questions de migration au niveau mondial en général, et dans les relations euro-africaines et intra africaines en particulier, ainsi que la nécessité d'identifier des réponses adaptées et coordonnées pour la gestion des mouvements migratoires dans tous leurs aspects.

Quant au plan d'action, il vise, entre autres, à maximiser l'impact positif de la migration régulière pour le développement, à renforcer les capacités des institutions publiques compétentes en matière de gestion intégrée des frontières, de prévention et de lutte contre le trafic des migrants et la traite des êtres humains, et à améliorer la protection des migrants et des personnes ayant besoin d'une protection internationale faisant l'objet de trafic et des victimes de la traite des êtres humains.

Il convient de rappeler que ces engagements découlent des cinq domaines du « plan d'action de la Valette ».

Par ailleurs, au cours des travaux, les participants ont convenu de mettre en œuvre de manière effective et équilibrée le plan d'action adopté en intégrant les priorités transversales portant sur une approche fondée sur les droits de l'Homme et la nécessité d'accorder une importance aux questions de genre et de protection des migrants en situation vulnérable, ainsi qu'à la lutte contre la xénophobie, le racisme et les discriminations.

Le Chef de la diplomatie togolaise S.E.Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine qui a représenté le Togo à cette importante rencontre a, en marge des travaux de la Conférence, procédé à la signature de l'accord sur l'exemption de visas entre le Togo et le Maroc pour les détenteurs de passeports diplomatique, de service ou spécial avec son homologue du Royaume du Maroc S.E.M. Nasser BOURITA.

Cet accord permettra à terme d'encourager les échanges de délégations officielles dans le cadre de la dynamisation de la coopération entre le Togo et le Maroc.

2018-2020 Marrakech Program, in order to improve the scope and the impact.

These decisions stem from the recognition of the growing importance of migration issues at the global level in general, and in Euro-African and intra-African relations in particular, as well as the need to identify appropriate and coordinated responses for the management of migratory movements in all their aspects.

As for the action plan, it aims in particular to maximize the positive impact of regular migration for development, to achieve a common understanding of the root causes of irregular migration and forcibly displaced people in the region of Rabat process. , to promote regular migration and mobility, especially of young people and women, between Europe, North, West and Central Africa and within these regions, to encourage the facilitation of the visas issuance procedures, to promote measures to strengthen the protection of refugees and other forcibly displaced persons, to promote the integration of refugees and displaced persons in host communities, to strengthen the capacity of the competent public institutions in the field of border integrated protection, prevention and fight against smuggling of migrants and human trafficking, to improve the protection of migrants and persons in need of international protection who are trafficked and victims of trafficking in human beings, to strengthen the capacity of competent authorities to improve and ensure the identification and issuance processes of travel documents and to encourage programs to ensure the safe return and sustainable reintegration of migrants in accordance with their rights and dignity.

It should be recalled that all these commitments derive from the five areas of the Valletta Action Plan. These areas are mainly focused on the developmental benefits of migration and addressing the root causes of irregular migration and the phenomenon of displaced persons, legal migration and mobility, protection and asylum, prevention of irregular migration, migrant smuggling and Trafficking in Human Beings and Return, Readmission and Reintegration. During the course of the work, the participants also agreed to implement the adopted action plan in an effective and balanced way by integrating cross-cutting priorities on a human rights-based approach and the need to attach an importance to the issues of gender and protection of migrants in vulnerable situations, as well as the fight against xenophobia, racism and discrimination. The Head of Togolese Diplomacy H.E.Mr. Prof. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration who represented Togo at this important meeting, on the sidelines of this meeting, proceeded to sign the agreement on the exemption of visas between Togo and Morocco for the holders of diplomatic, service or special passports with his counterpart of the Kingdom of Morocco H.E. Mr. Nasser BOURITA.

This agreement will eventually encourage the exchange of official delegations as part of the revitalization of cooperation between Togo and Morocco.

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



ICI TOUT TOURNE AUTOUR DE VOUS
BIENVENUE EN CLASSE BUSINESS

Paix, sécurité, radicalisation et extrémismes

LA CEDEAO ET LA CEEAC MUTUALISENT LEURS FORCES

RADICALISATION

EXTREMISMES

SECURITE

PAIX

LE SOMMET DE LOME MARQUE LE DEBUT D'UNE ACTIVE COOPERATION

